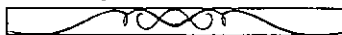


28/09/2015

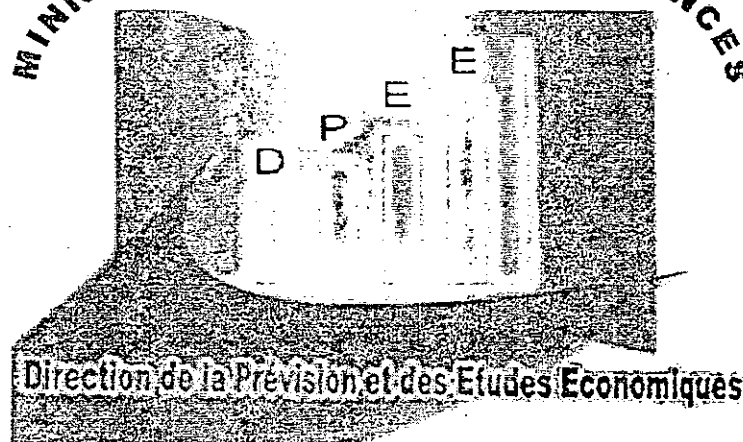
Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PLAN



Août 2015

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE: croissance mondiale plus lente que prévue en 2015

Au courant de la première moitié de 2015, l'activité économique mondiale s'est révélée très peu dynamique par rapport aux attentes des prévisionnistes de la plupart des organisations internationales. Les données les plus récentes indiquent que la tendance à l'affaiblissement du dynamisme de l'économie globale ne s'est pas encore inversée, notamment à cause du ralentissement continu de l'économie chinoise, de la baisse des prix des produits de base et de l'aggravation des turbulences sur le marché financier.

La sous-performance des économies avancées ajoutée à la poursuite du ralentissement de l'activité dans la plupart des grands pays émergents, a été particulièrement déterminante dans la faiblesse de l'expansion générale de l'activité, au premier semestre 2015. En effet, les économies développées ont évolué de façon mitigée et différenciée avec une situation relativement difficile, notamment chez les anglo-saxons. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, le taux de croissance a, respectivement, enregistré un repli, à 0,2% et 0,4% au premier trimestre après 0,4% et 0,8% le trimestre précédent. En revanche, dans la zone euro, l'économie continue de se redresser, progressant de 0,5% après

0,4%, soutenue par la faiblesse persistante de l'euro et l'amélioration des conditions de crédit. Au Japon également, l'économie a gagné en vigueur, à 1,1% après 0,3%. Au deuxième trimestre, la situation s'est inversée, marquée, d'une part, par un rebondissement de l'économie des anglo-saxons, avec un taux de croissance estimé à 0,9% et 0,7% respectivement aux États-Unis et au Royaume-Uni, et d'autre part, par un repli en zone euro (0,4%) et au Japon (-0,3%). À l'échelle de l'OCDE, la situation mitigée du premier semestre 2015 s'est traduite par une croissance molle de l'activité globale, à 0,4% en moyenne trimestrielle, base de la révision, par le Fmi en juillet, de la croissance mondiale pour 2015, de 3,5% à 3,3%. Cette situation est confortée par le ralentissement prolongé de la croissance dans la plupart des pays émergents, dont le Brésil, la Russie et le Venezuela qui restent plongées dans la récession. Toutefois, un rebond de l'activité dans plusieurs pays en difficulté devrait conduire à une accélération de la croissance en 2016, fortifiée par la consolidation des performances économiques aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Inde.

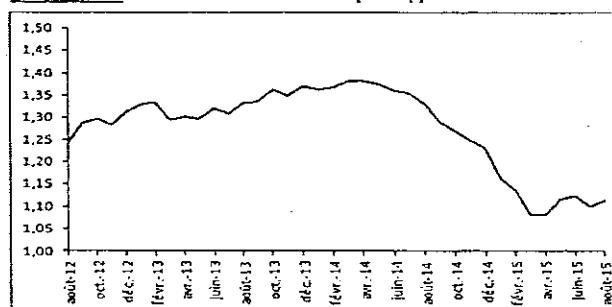
MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE: baisse du dollar face à l'euro en août 2015

Au plan financier, la volatilité du marché international a nettement augmenté, sous l'intensification des dégagements (ventes massives et rapides sur un titre) qui se sont produits simultanément et qui continuent de faire baisser les marchés boursiers. La confiance des investisseurs s'en trouve menacée dans le monde entier, affectée par la forte pression liée à la baisse des taux des emprunts d'État et par l'augmentation de l'aversion des investisseurs à l'égard du risque. Aux Etats-Unis, la Banque centrale n'a fourni aucune indication quant au timing du premier relèvement de ses taux directeurs. En zone euro, au Japon et au Royaume-Uni, les banques centrales maintiennent inchangé leurs taux directeurs respectifs.

Sur le marché des changes, la situation est caractérisée, en août 2015, par la dépréciation du dollar face à l'euro (1,2%) et au yen (0,2%). Ce brusque revirement de tendance de la devise américaine serait imputable, en partie, à la position adoptée par certains intervenants sur les marchés. En effet, des acteurs ont différé leurs prévisions, en raison de leurs craintes quant à

l'évolution de la conjoncture dans les pays émergents, tablant sur un prochain relèvement des taux directeurs américains. Le renforcement de l'euro serait lié au soulagement ressenti après le dénouement de la crise grecque. Toutefois, comparativement à la même période un an auparavant, la monnaie américaine reste encore appréciée de 16% et de 20% respectivement face à l'euro

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar US



Source: Les Echos, DPEE

INFLATION: un niveau d'inflation faible en août 2015

S'agissant de l'inflation, elle reste toujours globalement faible, notamment dans les pays avancés. En zone euro, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1% en août 2015, après 0,2% en juin et juillet. La nouvelle baisse du cours du pétrole aurait atténué l'impact du renchérissement des biens industriels et des services, consécutif à l'amélioration de l'activité dans la zone. Il faut rappeler que la Banque centrale européenne (BCE) a lancé, en mars 2015, un programme d'assouplissement quantitatif censé relancer l'économie et endiguer le spectre de la déflation qui est l'inquiétude la plus partagée par les pays de la zone. Cette initiative a eu un effet immédiat, même si le niveau

d'inflation reste très loin de l'objectif de la BCE qui vise une hausse des prix à la consommation légèrement en deçà de 2%. Ainsi, au vu de la faiblesse de l'inflation (autour de 0,2%) en Allemagne, en France et en Italie, les plus grandes économies de la zone, et d'une évolution négative des prix dans des pays comme l'Espagne, la Grèce et l'Autriche, les plus pessimistes pensent que la BCE devra maintenir plus longtemps que prévu son plan d'assouplissement quantitatif. Par ailleurs, les prix ont également très peu progressé, en août 2015, aux États-Unis (+0,2%) et au Royaume-Uni (0,0%).

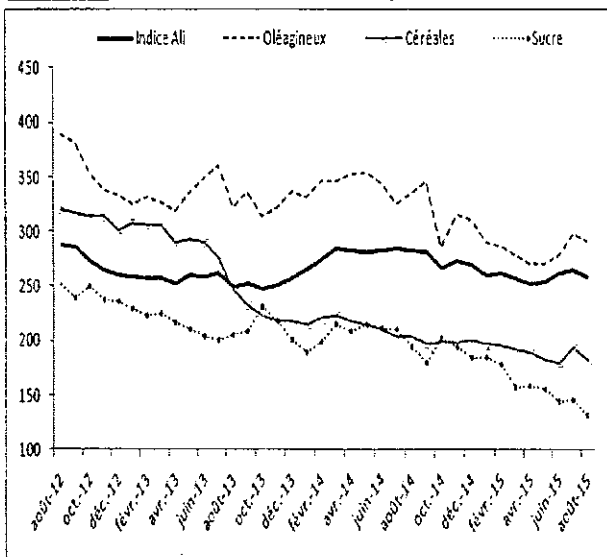
Par contre, dans certains pays émergents, notamment le Brésil et la Russie, l'inflation est encore globalement très élevée au mois d'août 2015, avec respectivement près de 10% et 16%. En Chine, la variation des prix se situe autour de 1,5% contre près de 5% en Inde.

MARCHE DES MATIERES PREMIERES: recul de l'indice global en août 2015

Au mois d'août 2015, le marché mondial des matières premières est affecté principalement par l'abondance de l'offre et par les inquiétudes liées à l'économie de la Chine, plus grande consommatrice au monde, qui ont fait chuter les cours des matières premières. Le ralentissement de l'activité industrielle chinoise entraîne, en outre, des craintes des investisseurs sur la demande d'importation de ce pays. Globalement, en août 2015, l'indice des cours des matières premières a baissé de 2,3% et 16,7%, respectivement en variation mensuelle et en glissement annuel. Ces baisses sont portées par les produits alimentaires et industriels qui se sont dépréciés respectivement de 2,4% et 2,1%, en rythme mensuel, et de 8,4% et 23,1%, en glissement annuel.

Concernant les cours des produits alimentaires, notamment les céréales, les oléagineux et le sucre, des baisses respectives de 5,7%, 1,9% et 10,2% sont notées au mois d'août, en variation mensuelle. Sur un an, ils ont, respectivement, reculé de 10%, 13% et 32,8%. Plus précisément au niveau des céréales, les cours du riz thaïlandais A1, du blé de Chicago et du maïs se sont respectivement contractés de 3,1%, 8,8% et 9,5% par rapport au mois de juillet 2015. En ce qui concerne les oléagineux, après trois mois de stabilité, le prix de l'huile d'arachide a baissé de 1% au mois d'août 2015. Au même moment, les cours des huiles de soja et de palme ont reculé respectivement de 3,1% et 13,4%, sur un mois.

Graphique 2: Evolution des cours des matières premières



Source: INSEE, DPEE

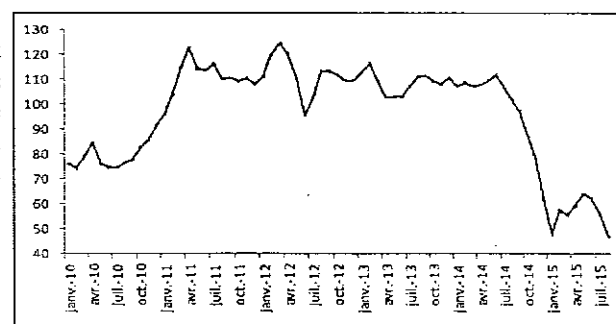
Sur le marché du pétrole, la forte production mondiale a subi le ralentissement de l'économie chinoise, deuxième consommatrice de pétrole, après les Etats-Unis. Au mois d'août 2015, le cours du baril de Brent a atteint son niveau le plus bas depuis 2009, s'échangeant à 46,99 dollars, soit une baisse de 15,9%, en rythme mensuel. Relativement à son niveau d'un an auparavant, le cours du baril a perdu 53,9% de sa valeur au mois d'août 2015.

Tableau 1: Les cours des matières premières

	2014	2015		Variations	
	Août (1)	Jul. (2)	Août (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Indice Global MP	243,6	207,6	202,9	-2,30%	-16,70%
Alimentaire	282,3	265	258,6	-2,40%	-8,40%
Céréales	202,6	193,4	182,3	-5,70%	-10,00%
Blé Chicago	202,4	201	183,3	-8,80%	-9,40%
Riz Thaï A1	460,6	389,9	377,9	-3,10%	-18,60%
Maïs	176,4	179,6	162,6	-9,50%	-7,80%
Oléagineux	335,2	297,4	291,7	-1,90%	-13,00%
Huile de soja	857	755	730	-3,10%	-14,80%
Huile de palme	766	636	551	-13,40%	-28,10%
Huile d'arachide	1350	1345	1331	-1,00%	-1,40%
Sucre	195	145,8	131	-10,20%	-32,80%
Industriel	237,1	186,1	182,4	-2,10%	-23,10%

Source: INSEE, DPEE

Graphique 3: Evolution des cours du cours du pétrole Brent



Source: Lefigaro.fr, DPEE

ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE: baisse de l'IGA en août 2015

Au mois d'août 2015, l'activité économique (hors agriculture et sylviculture) a enregistré un repli de 5,5%, en variation mensuelle. Cette situation traduit les contreperformances enregistrées dans les secteurs tertiaire (-6,9%), secondaire (-4,5%) et primaire (-4,1%).

Sur une base annuelle, une croissance de 8,4% de l'activité est notée, au mois d'août 2015, à la faveur, notamment, des bons résultats observés dans le tertiaire (+8%), l'administration publique (+8,4%) et le primaire (+17,2).

Tableau 2: Indice Général d'Activité (IGA)

	Pond (2014)	2014		2015		Variations	
		Agri (1)	Ind (2)	Agri (1)	Ind (2)	Agri (1)	Ind (2)
PRIMAIRE (Elevage et Pêche)	5,7	104,8	128,0	122,8		-4,1%	17,2%
SECONDAIRE	219,3	122,7	134,3	124,5		-4,5%	12,2%
TERTIAIRE	54,5	134,0	155,3	144,7		-6,9%	8,0%
ADMINISTRATION PUBLIQUE	6,1	126,7	135,9	136,8		0,6%	8,4%
TAXE SUR BIENS ET SERVICES	11,7	110,8	130,9	125,2		-4,4%	13,0%
IGA (base 100=1006)	100,0	126,5	145,2	137,1		-5,5%	8,4%

Source: DPEE

SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE) : recul de l'activité en août 2015

Au mois d'août 2015, l'activité du secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est repliée de 4,1%, en variation mensuelle. Cette situation découlerait principalement d'une chute des débarquements de la pêche (-16,4%). Pour sa part, la production contrôlée de viande s'est légèrement repliée (-0,1%).

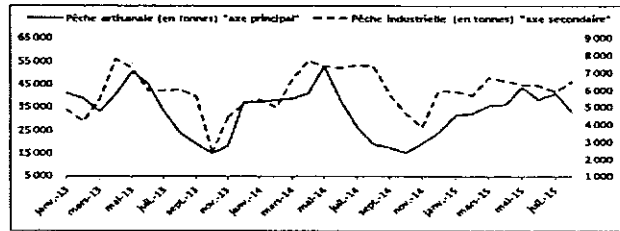
En revanche, comparativement à la même période de 2014, l'activité du secteur primaire s'est améliorée de 17,2%, en août 2015, du fait des performances observées aussi bien dans l'élevage (+10,6%) que dans la pêche (+49,9%).

Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secteur primaire

SECTEURS	Pond (2014)	2014		2015		Variations	
		Agri (1)	Ind (2)	Agri (1)	Ind (2)	Agri (1)	Ind (2)
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	5,7	104,8	128	122,8		-4,10%	17,20%
Elevage	11,6%	123,5	125,5	130,10%		+10,60%	10,60%
Pêche		82,4	144	130,4		-16,40%	49,90%

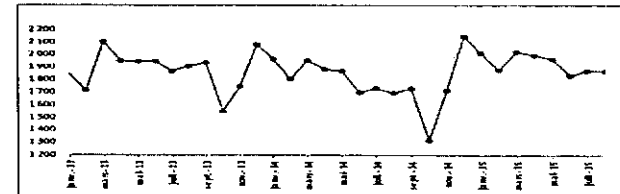
Source: DPM, PAD, SOGAS, DPEE

Graphique 4: Evolution de l'activité dans le sous-secteur de la pêche



Source: DPM, PAD, DPEE

Graphique 5: Evolution de l'activité dans le sous-secteur de l'élevage



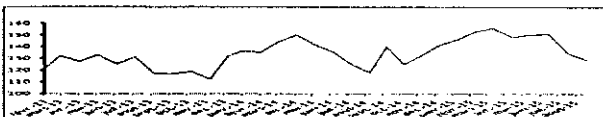
Source: SOGAS, DPEE

SECTEUR SECONDAIRE: repli de l'activité en août 2015

En août 2015, l'activité du secteur secondaire s'est repliée de 4,5%, en variation mensuelle. Cette situation est, principalement, imputable aux contreperformances enregistrées au niveau des conserveries de viande et poissons (-38,5%), des industries de produits chimiques (-45,5%), des activités extractives (-22,2%), de la fabrication de matériel de construction (-8,7%), de la fabrication de sucre (-17,4%), des corps gras alimentaires (-61,3%). Par contre, de bons résultats ont été, notamment, relevés dans la fabrication de produits céréaliers (+23%), la production d'énergie (+4,5%), la fabrication de machines (+74,9%) et le raffinage (+15,8%).

Sur un an, l'activité du secteur secondaire a crû de 5,2%, du fait, essentiellement, des performances notées dans la fabrication de sucre (+685%), la construction (+24,2%), la fabrication de matériel de construction (+29,3%), le raffinage (+44,6%) et l'énergie (+5,9%). Toutefois, ces améliorations ont été, notamment, atténuées par les faibles résultats enregistrés dans les conserveries de viande et poissons (-41%), la fabrication de papier et carton (-39,7%), les industries chimiques (-24,4%), les activités extractives (-13,2%), la fabrication de machines (-82,9%) et la fabrication de corps gras alimentaires (-59,2%).

Graphique 6: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire



Source: DPEE

Tableau 4: Indice Général d'Activité dans le secteur secondaire

SECTEURS	Pond (2014)	2014		2015		Variations	
		Agri (1)	Ind (2)	Agri (1)	Ind (2)	Agri (1)	Ind (2)
SECONDAIRE	21,9	122,1	134,5	128,5		-4,5%	5,2%
Activités extractives	0,1	115,9	140,9	137,4		-2,2%	13,2%
Corps gras alimentaires	0,1	34,1	36,1	14,1		-61,3%	-59,2%
Autres industries	12,6	109,9	116,6	109,4		-6,0%	-20,3%
Conserveries de viande et poissons	2,8	55,9	55,6	33,0		-38,5%	-41,0%
Travail de bois	0,3	102,0	95,8	87,2		-8,9%	-14,4%
Fabrication de produits céréaliers	0,7	511,5	471,4	580,1		23,0%	11,4%
Fabrication de sucre	0,0%	17,7	36,1	13,5		-17,4%	685,0%
Fabrication autres produits alimentaires	0,6	132,0	150,2	141,0		-6,1%	6,9%
Fabrication de boissons	0,3	111,4	97,3	97,3		0,0%	12,6%
Fabrication de tabac	0,2	146,9	161,4	163,2		-1,3%	11,1%
Energie de coton et fabrication de textiles	0,0	0,0	0,0	0,0		NDIV0%	NDIV0%
Fabrication du cuir	0,2	104,0	125,7	85,4		-32,1%	-17,9%
Travail de bois	0,6	106,4	87,7	67,7		-32,3%	-27,9%
Fabrication de papier, carton	0,6	137,5	98,1	82,9		-39,7%	-39,7%
Raffinage	0,3	135,7	169,5	196,3		15,8%	44,6%
Industries de produits chimiques	0,9	100,7	139,7	76,1		-45,5%	-24,4%
Fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	118,0	119,9	122,0		7,4%	9,4%
Fabrication de verre, poterie	1,7	126,8	179,6	164,0		-8,3%	29,3%
Métallurgie, fondente	0,6%	71,0	63,9	66,6		4,3%	-6,2%
Fabrication de machines	0,1	69,6	6,8	11,9		74,9%	-82,9%
Construction de matériels de transports	0,1%	133,6	206,0	177,9		-22,5%	18,2%
Autres industries manufacturières	1,1	91,5	93,7	98,8		5,4%	8,0%
Energie	1,9	139,4	161,6	168,8		4,5%	5,9%
Construction	5,3	114,9	144,1	142,7		-0,9%	24,2%

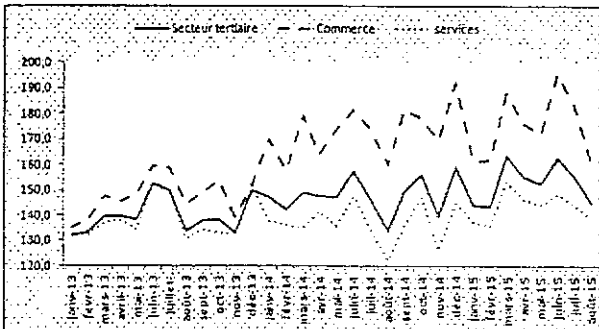
Source: DPEE

SECTEUR TERTIAIRE: l'activité se contracte en août 2015

Au mois août 2015, l'activité dans le secteur tertiaire a baissé de 6,9%, en variation mensuelle. Cette contreperformance est, notamment, attribuable au commerce (-12,1%), aux activités immobilières (-23,3%) et aux services financiers (-5,3%).

Comparée à la même période de 2014, l'activité dans le secteur tertiaire a enregistré une progression de 8,0% en août 2015, en liaison, essentiellement, avec les transports et télécommunications (+17,9%) et les services financiers (+28,7%).

Graphique 7: Evolution de l'activité dans le secteur tertiaire



Source: DPEE

Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire

SECTEURS	Pond (2014)	2014		2015		Variations	
		Sept	Oct	Sept	Oct	Mens	Ann
TERTIAIRE	54,5	134,0	162,7	155,3	144,7	-6,9%	8,0%
Commerce	17,5	160,7	139,7	132,7	120,0	-12,1%	-20,3%
Services	37,0	122,2	148,3	143,9	138,7	-3,6%	13,3%
Transports et Télécommunications	15,7	145,0	168,9	171,1	171,0	0,0%	17,9%
Transports	4,0	113,7	129,1	120,1	124,4	3,6%	9,3%
Postes et Télécommunications	11,7	131,7	138,8	149,8	146,9	-2,0%	20,4%
Activités de santé et Action sociale	1,9	122,6	162,8	139,8	148,7	6,4%	21,3%
Services d'hébergement et restauration	0,7	74,8	74,8	67,1	68,0	1,3%	10,2%
Services financiers	4,4	83,3	132,9	113,1	107,1	-5,3%	28,7%
Activités immobilières	5,5	101,3	106,8	62,8	103,9	20,3%	-14,3%
Autres services	8,8	143,2	173,5	164,1	153,0	-6,7%	6,9%

Source: DPEE

EMPLOI SALARIÉ DANS LE SECTEUR MODERNE: légère baisse des effectifs en août

A fin août 2015, l'emploi salarié dans le secteur moderne a baissé de 0,4%, en variation mensuelle. Cette évolution est expliquée par le repli des effectifs dans les industries (-1,4%) et les BTP (-1,2%). Concernant le tertiaire, une hausse de 0,7% des emplois salariés est notée, tirée principalement par le commerce (+1,3%). Pour sa part, l'emploi dans les services a cru de 0,5%.

Sur un an, l'emploi salarié a progressé de 2,5% au mois d'août 2015, en liaison avec le secteur tertiaire (+6,8%). En effet, les services et le commerce ont enregistré des hausses respectives de 6,2% et 8,7% du nombre de leurs salariés. Par contre, des pertes nettes d'emplois sont constatées dans le secteur secondaire (-1,2%), notamment, dans les BTP (-9,5%).

Tableau 6: Evolution de l'emploi salarié dans le secteur moderne

BRANCHES	POIDS	2014		2015		Variations	
		Sept (1)	Oct (2)	Sept (3)	Oct (4)	Mens (5/4)	Ann (6/1)
SECONDAIRE	475,61	134,3	134,5	132,7	131,7	-1,40%	-1,20%
INDUSTRIE	339,1	132,6	133,2	130,5	129,0	-1,40%	-6,30%
BÂTIMENTS TP CONSTRUCTIONS	121,41	80,9	74,1	73,2	72,2	-1,20%	-9,50%
TERTIAIRE	751,39	103,6	110	110,7	111,7	0,70%	6,80%
SERVICES	412,43	100,1	105,8	106,3	107,0	0,50%	6,20%
COMMERCE	111,96	116,9	125,4	127,1	130,0	2,30%	8,70%
INDICE D'ENSEMBLE	1000	118,2	121,7	121,2	121,2	-0,40%	2,50%

Source: DPEE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

En août 2015, les industriels interrogés sur les contraintes qui limitent leurs activités ont, pour la plupart, cité la concurrence supposée déloyale (17%), la baisse de la demande (16%) ainsi que les difficultés de recouvrement des créances (12%). Par ailleurs, l'opinion des chefs d'entreprises relative à la production s'est améliorée, en rythme mensuel, malgré la dégradation des carnets de commandes. S'agissant des stocks de produits finis, les niveaux ont progressé, en rythme mensuel, et sont ressortis au-dessus de la normale de saison, selon les enquêtés. En perspectives pour le prochain mois, les industriels se montrent moins optimistes quant à l'évolution de la production qui serait en dessous de son niveau moyen.

Concernant les bâtiments et travaux publics, les difficultés

de recouvrement des créances (37%), la concurrence supposée déloyale (16%), la fiscalité (16%) et l'accès difficile au foncier (11%) sont considérés, par les entrepreneurs, comme les principaux facteurs ayant affecté le sous-secteur durant le mois d'août 2015. Par ailleurs, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité générale est restée stable tout en étant au-dessus de son niveau moyen. S'agissant des commandes publiques et privées, elles ont été moins importantes en août 2015 comparativement au mois précédent. En perspective, les chefs d'entreprise de BTP ont anticipé, pour le mois de septembre 2015, une activité et des commandes privées au-dessous des moyennes respectives de long terme.

Pour ce qui est de l'activité commerciale, les difficultés de

recouvrement des créances (21%), la concurrence supposée déloyale (19%) et la baisse de la demande (19%) ont été les principales contraintes au courant du mois d'août 2015. En sus, les soldes d'opinion relatifs au chiffre d'affaires et aux carnets de commandes se sont dégradés, en rythme mensuel. S'agissant des stocks de produits finis, les commerçants ont, majoritairement, indiqué leur baisse, par rapport au mois précédent. Ils se situeraient au-dessous de leur moyenne de longue durée. En anticipation pour le mois de septembre 2015, les commandes resteraient en dessous de leur niveau moyen.

S'agissant des services, le non recouvrement des créances (27%), la concurrence supposée déloyale (19%), la baisse de la demande (13%) et la fiscalité (13%) sont cités comme les principales contraintes qui ont entravé l'activité du sous-secteur, au mois d'août 2015. Néanmoins, selon les prestataires de services, les tarifs pratiqués et le chiffre d'affaires ont progressé, en rythme mensuel, même si les carnets de commandes sont moins garnis comparativement au mois précédent. En perspectives, les tarifs devraient diminuer, entre août et septembre 2015, et les commandes resteraient à leur niveau moyen.

Tableau 7: Indice du climat des affaires*

CLIMAT DES AFFAIRES	Moyenne	Mai	Juin	Juillet	Août
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	94	95	96	94
INDUSTRIE	100	97	91	95	102
Production de biens	100	103	96	92	94
Carnets de commandes	100	97	115	121	117
Stocks de produits finis	100	118	111	91	108
Perspectives de Production	100	97	101	101	92
Perspectives de Commandes	100	103	104	113	101
BTP	100	114	110	109	109
Activité	100	109	106	105	105
Carnets de commandes publiques	100	106	123	117	104
Carnets de commandes privées	100	104	101	104	93
Perspectives d'activité	100	121	97	99	99
Perspectives de commandes publiques	100	123	110	107	104
Perspectives de commandes privées	100	94	102	104	87
COMMERCE	100	100	98	93	80
Chiffre d'affaires	100	109	111	99	87
Stocks de produits finis	100	100	104	104	98
Carnets de commandes	100	94	108	98	83
Perspectives de commandes	100	94	90	97	96
SERVICES	100	95	97	99	97
Chiffre d'affaires	100	99	96	97	96
Tarif pratiqués	100	89	94	92	97
Carnets de commandes	100	103	101	105	99
Perspectives de tarifs	100	98	98	102	98
Perspectives de commandes	100	90	106	106	100

*Normalisé de moyenne 100 et d'écart type 10

Source: DPEE - Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

PREX A LA CONSOMMATION: légère hausse du niveau général des prix en août 2015

Au mois d'août 2015, les prix à la consommation ont crû de 0,6%, en rythme mensuel, du fait des renchérissements respectifs de la viande de bœuf (+1,1%), du poisson frais (+1,8%) et des légumes frais en fruits ou en racines (+7,1%). Sur un an, le niveau général des prix a augmenté de 0,1%, en août 2015, tiré principalement par la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,5%). Pour sa part, l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergie) s'est située à 0,2%, aussi bien sur une base mensuelle qu'en glissement annuel. En termes d'origine, les prix des produits importés et locaux ont, respectivement, progressé de 0,2% et 0,8%, en variation mensuelle, au mois d'août 2015. Comparativement à la même période de 2014, les prix des produits importés ont reculé de 1,4% tandis que les produits locaux se sont renchériés de 0,6%, en août 2015.

Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

IHPC	Pond	2014		2015		VARIATIONS (%)	
		août (1)	août (2)	août (3)	Mens. (3/2)	Gliss. (3/1)	
INDICE GENERAL	1000	103,9	103,3	103,9	0,6	0,1	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	328,5	110,7	110,5	112,2	1,5	1,5	
Céréales non transformées	577	82,8	82,8	82,8	0,0	0,0	
Boissons	237,7	140,1	141,1	142,1	0,7	0,7	
Poissons frais	294	165,2	166,2	169,2	1,8	1,8	
Légumes frais en fruits ou en racines	203,7	110,0	108,4	107,6	-0,7	-2,1	
Viandes	330	111,5	110,9	111,5	0,5	0,2	
Légumes frais en fruits ou en racines	161,3	103,2	96,2	104,2	8,4	-2,9	
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	152,4	99,5	97,5	97,5	0,0	-1,9	
Mobilier, articles de ménage et autres courants de consommation	47,7	101,5	101,6	101,7	0,1	0,1	
Santé	379	108,5	108,6	109,0	0,3	0,6	
Transport	133,7	100,1	103,3	103,7	0,4	2,3	
Enseignement	270	110,9	111,5	111,5	0,0	0,5	
Restauration et Hôtels	417	112,4	112,2	112,2	0,0	-0,2	
Biens et services divers	493	93,6	97,5	97,5	0,0	-1,2	

Source: ANSD

TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL: perte de compétitivité-prix au mois d'août 2015

Au courant du mois d'août 2015, l'économie sénégalaise a enregistré une perte de compétitivité-prix de 0,4% par rapport au mois précédent. Cette situation est totalement imputable au différentiel d'inflation défavorable (+0,4%) par rapport aux partenaires commerciaux. Relativement aux partenaires membres de l'UEMOA, le différentiel d'inflation défavorable s'est traduit par une perte de compétitivité de 0,9%, en variation mensuelle. Vis-à-vis des pays de la zone euro, la perte de compétitivité enregistrée (+0,5%), en rythme mensuel, traduit, également, un différentiel d'inflation défavorable.

Tableau 9: Taux de change effectif réel (Base 100 = 2005)

	2014		2015		Variations		
	août (1)	juillet (2)	août (3)	Mens. (3/2)	Gliss. (3/1)	Gliss. 8 mois (3/1)	
TCER							
Global	98,0	91,4	91,7	0,3%	-5,5%	-3,8%	
Pays UE MOA	93,5	92,1	92,9	0,8%	-2,6%	-2,2%	
Pays africains hors UE MOA	87,4	80,4	80,6	0,2%	-8,2%	-9,7%	
Zone EURO	99,6	102,1	102,5	0,5%	0,0%	-0,3%	
Pays industrialisés hors EURO	173,7	131,7	133,9	0,2%	-11,5%	-12,1%	
TCEN							
Global	101,9	106,2	106,2	0,0%	-3,4%	-3,4%	
Pays africains hors UE MOA	138,0	133,7	133,7	0,0%	-1,8%	-3,3%	
Pays industrialisés hors EURO	90,9	105,2	105,2	0,0%	-9,3%	-9,0%	
Prix intérieurs	117,2	118,6	120,3	0,6%	0,1%	-0,3%	
Prix extérieurs							
Global	135,8	139,0	139,3	0,2%	2,2%	2,1%	
Pays UE MOA	125,6	129,8	129,5	-0,3%	2,8%	1,9%	
Pays africains hors UE MOA	154,5	198,7	199,5	0,4%	7,1%	6,8%	
Zone EURO	117,6	117,1	117,3	0,1%	-0,1%	0,0%	
Pays industrialisés hors EURO	145,3	150,3	150,9	0,4%	2,8%	3,0%	

Source: DPEE

Compétitivité-prix

ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR: amélioration du déficit commercial en août 2015

Durant le mois d'août 2015, les échanges commerciaux de biens du Sénégal se sont traduits par une atténuation de 21,4 milliards du déficit commercial qui s'est établi à 146,7 milliards contre 168,1 milliards le mois précédent. Cette situation reflète un repli des exportations de biens (-26,5 milliards) moins prononcé que celui des importations (-54,4 milliards), en variation mensuelle. Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations s'est contracté de 2,5 points de pourcentage, passant, ainsi, de 36,3% à 33,8% entre juillet et août 2015.

Les exportations de biens sont estimées à 91,5 milliards au mois d'août 2015 contre 118 milliards le mois précédent, soit une baisse de 26,5 milliards (-22,5%). Cette situation est essentiellement attribuable au repli des ventes à l'étranger de produits alimentaires (-5,9 milliards), de produits pétroliers (-4,3 milliards) et d'or brut (-3,4 milliards). En revanche, les exportations d'acide phosphorique se sont inscrites en hausse de 5,6 milliards. Au titre des produits alimentaires, les ventes à l'étranger de produits halieutiques ont enregistré une baisse de 5,5 milliards ou 25,4%. En glissement annuel, les exportations de biens ont affiché une hausse de 14,1 milliards (+18,2%) au mois d'août 2015. Cette progression est principalement imputable à l'augmentation des exportations d'acide phosphorique (+8 milliards), de produits alimentaires (+4 milliards) et de ciment (+1,8 milliard), amoindrie par la contraction des ventes à l'étranger de produits pétroliers (-4,8 milliards) et d'or brut (-4,4 milliards). Sur les huit premiers mois de 2015, la valeur des exportations de biens s'est établie à 942,4 milliards contre 824 milliards à la même période l'année précédente, soit un accroissement de 118,4 milliards. Ce renforcement des exportations est, en particulier, lié aux produits alimentaires (+63,1 milliards), à l'acide phosphorique (+25,9 milliards) et au ciment (+11,6 milliards). Cependant, les ventes à l'étranger de produits pétroliers et d'engrais minéraux et chimiques se sont, respectivement, repliées de 42,1 milliards (-34,3%) et de 2,4 milliards (-37,9%) sur les huit premiers mois de l'année.

S'agissant des exportations du Sénégal vers l'UEMOA, elles sont estimées à 24,9 milliards au mois d'août 2015 contre 28,5 milliards le mois précédent, soit une baisse de 2,1 milliards (-12,8%). Elles ont, ainsi, représenté 27,2% de la valeur totale des exportations de marchandises au titre du mois d'août 2015 contre 24,2% un mois auparavant, soit un gain de 3 points de pourcentage. La part du Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 53,3% à 53,1% sur la période, soit une perte de 0,2 point de pourcentage. Le ciment reste le principal produit exporté vers le Mali avec une part évaluée à 50,9% en août 2015, contre 41,6% le mois précédent.

Pour leur part, les importations de biens sont passées de 325,1 milliards au mois de juillet 2015 à 270,7 milliards au mois d'août 2015, soit une baisse de 54,4 milliards (-16,7%). Ce repli est en liaison, principalement, avec la diminution de la valeur des achats à l'étranger de produits alimentaires (-16,8 milliards) et de « machines, appareils et moteurs » (-19,7 milliards). Cette situation traduit, par ailleurs, le retrait des achats à l'étranger de produits pharmaceutiques (-2,4 milliards) et de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (-2,3 milliards). Au titre des produits alimentaires, les importations de riz et de maïs se sont contractées, respectivement, de 21,9 milliards et de 1,2 milliard. A l'inverse, les achats à l'étranger de « froment et méteil » et d'« huiles et graisses animales et végétales » se sont inscrits en hausse, respectivement, de 5,3 milliards et de 2,1 milliards. En glissement annuel, les importations de biens ont augmenté de 23,4%, sous l'effet des produits pétroliers (+33,7 milliards), des « machines, appareils et moteurs » (+20,7 milliards) et des « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+2,1 milliards). Cette tendance haussière a, toutefois, été atténuée par la baisse des importations de produits alimentaires (-7,9 milliards). En cumul sur les huit premiers mois de 2015, les importations de biens sont évaluées à 2019,7 milliards contre 1824 milliards un an auparavant, soit une hausse de 10,7% (+195,7 milliards), imputable essentiellement aux achats de « machines, appareils et moteurs » (+108,8 milliards), de produits pétroliers (25,2 milliards), de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+16,2 milliards), de produits alimentaires (+4,4 milliards) et de produits pharmaceutiques (+3 milliards).

En ce qui concerne les importations de biens en provenance des pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 8 milliards au mois d'août 2015 contre 5,5 milliards le mois précédent, soit une hausse de 2,5 milliards. Elles ont, ainsi, représenté 3% de la valeur totale des importations de biens au courant du mois d'août 2015 contre 1,7% le mois précédent. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 94% en août 2015 contre 95,4% le mois précédent, soit une perte de 1,4 point de pourcentage. Ainsi, les achats ont principalement porté sur les « huiles et graisses animales et végétales », les « autres produits pétroliers » et les « bois et ouvrages », qui en ont représenté respectivement 31,3%, 11,4% et 8,2%.

Tableau 10: Exportations en valeur (millions FCFA)

EXPORTATIONS	2014		2015		Variations relatives			
	Mois (1)	Cumul (2)	Mois (3)	Cumul (4)	Mens. (5)	Gliss. (6)	Cumul (7)	
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES								
PRODUITS ALIMENTAIRES	15 492,7	171 474	25 350	19 457	234 570	-33,2%	25,8%	36,8%
PRODUITS HALIEUTIQUES	911 279,9	1 29 633	71 836	16 297	148 561	23,4%	24,3%	14,6%
LEGNMES FRAIS	4,9	22 483	7	125	20 284	1615,6 %	2455,8 %	-9,8%
PRODUITS AGRICOLTES	3 331,7	11 810	1 669	704	54 355	13,4%	38,8%	36,0%
CIMENT HYDRAULIQUE	5 936,2	64 239	7 706	7 756	75 812	0,4%	30,3%	18,0%
PRODUITS PETROLIERS	5 013,0	122 898	8 461	24 204	80 778	50,3%	53,4%	34,3%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	127,8	6 262	990	42	3 849	-95,4%	-67,5%	-37,9%
ACIDE PHOSPHORIQUE	5 168,2	39 157	7 592	13 190	63 097	23,7%	155,3%	61,1%
OR BRUT	12 375,9	102 622	11 405	8 066	101 770	-29,8%	-55,3%	-0,8%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	45 118,7	506 593	41 444	52 665	559 877	14,3%	39,4%	10,5%
AUTRES PRODUITS	29 339,1	317 460	56 578	38 855	362 535	-31,3%	32,4%	29,5%
TOTAL	74 457,8	824 053	98 022	91 520	922 412	-22,5%	35,2%	14,3%

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur (millions FCFA)

IMPORTATIONS	2014		2015		Variations relatives			
	Mois (1)	Cumul (2)	Mois (3)	Cumul (4)	Mens. (5)	Gliss. (6)	Cumul (7)	
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES								
PRODUITS ALIMENTAIRES	44 885	333 714	53 825	37 025	338 083	-31,2%	-17,5%	1,3%
FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	2 954	216 799	2 569	2 899	19 047	-12,8%	-1,9%	-11,4%
PROMENT ET METEL	6 886	56 971	1 857	7 152	45 550	285,2%	3,9%	-20,0%
MAIS	3 810	215 377	1 484	2 577	11 950	32,7%	-91,2%	-24,9%
RIZ	14 958	115 776	30 377	8 450	134 864	-72,2%	-43,5%	16,5%
BOILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	5 675	59 864	3 898	6 001	42 761	54,1%	-5,8%	-28,6%
PRODUITS PETROLIERS	40 465	385 211	79 006	74 121	410 411	4,2%	83,2%	6,5%
BOILES BRUTES DE PETROLE		106 665	37 077	37 601	138 426	-11,4%		-26,7%
AUTRES PRODUITS PETROLIERS	40 465	278 546	41 929	36 520	221 985	-12,9%	-9,8%	-20,3%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	6 789	60 960	7 901	7 425	61 930	-25,0%	-9,1%	-4,9%
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	26 874	235 245	67 266	47 535	344 030	-29,3%	76,9%	46,2%
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DE TACHES AUTO	16 475	139 505	20 932	18 625	153 708	-11,0%	-13,0%	-11,6%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	135 487	1 154 635	230 934	184 733	1 312 171	-20,0%	36,3%	13,6%
AUTRES PRODUITS	43 836	689 367	94 187	86 004	707 529	-8,7%	-2,6%	-5,7%
TOTAL	219 323	1 844 002	325 121	270 737	2 019 699	-16,7%	23,4%	10,7%

Source: ANSD

FINANCES PUBLIQUES: progression modérée des ressources et exécution prudente des dépenses

Aux termes des huit (8) premiers mois de l'année 2015, la gestion budgétaire s'est révélée globalement satisfaisante, au regard de la progression modérée des ressources conjuguée à une exécution prudente des dépenses. En effet, les ressources mobilisées sont évaluées globalement à 1 225,8 milliards contre 1 121,9 milliards un an auparavant, soit une hausse de 9,3%. Quant aux dépenses totales et prêts nets, évalués à 1 403,8 milliards, ils ont augmenté de 1,4% en glissement annuel. Au total, le solde budgétaire (dons compris) est estimé en déficit de 178,1 milliards à fin août 2015 contre 262 milliards à la même période de l'année précédente.

Les ressources sont composées des recettes budgétaires pour 1 103,6 milliards, des dons à hauteur de 101 milliards (dont 15,1 milliards sous forme de dons budgétaires) ainsi que des ressources au titre du FSE évaluées à 21,2 milliards. S'agissant des recettes budgétaires, elles se sont confortées de 73,9 milliards (+7,2%) ; cette hausse est le résultat du bon niveau de recouvrement, d'une part, de l'impôt sur le revenu (176,4 milliards) et de l'impôt sur les sociétés (139,8 milliards) qui enregistrent des hausses respectives de 16,1% et 11,9% et, d'autre part, de la TVA intérieure hors pétrole qui a progressé de 11,5%, s'établissant, ainsi, à 160,5 milliards. Ces performances ont contribué à atténuer les replis enregistrés dans la mobilisation des recettes au cordon douanier (-1,6%) et des taxes spécifiques hors pétrole (-3,7%).

Les dépenses totales et prêts nets se sont, pour leur part, confortés de 19,9 milliards (+1,4%) pour s'établir à 1 403,8 milliards à fin août 2015. Cette hausse modérée reflète les effets conjugués de la progression des dépenses d'investissement (+7,1%) et du repli des dépenses courantes (-1,2%). En effet, les dépenses en capital sont évaluées globalement à 546,6 milliards, soit en hausse de 36,2 milliards, à la faveur des investissements financés sur ressources internes. Ces derniers se

sont renforcés de 50,7 milliards (+16,5%) pour s'établir à 357,1 milliards, portant ainsi le ratio des investissements sur ressources propres rapportés aux recettes fiscales à 34,7% contre 31,3% un an auparavant. Quant aux dépenses en capital sur ressources extérieures, estimées à 189,5 milliards, elles s'inscrivent en baisse de 7,1% sur la période. S'agissant des dépenses courantes, elles sont évaluées à 857,3 milliards, affichant, par conséquent, une baisse de 1,2% par rapport à 2014. Ce repli traduit la baisse de 12,1% des charges de fonctionnement, qui passent de 460,2 milliards à 404,6 milliards, contrebalancée, toutefois, par les progressions de la masse salariale (350,9 milliards) et des intérêts sur la dette publique (101,8 milliards), respectivement de 9% (+29 milliards) et 19,4% (+16,6 milliards). En termes de ratio, la masse salariale représente 34,1% des recettes fiscales sur les huit (8) premiers mois de 2015 contre 32,8% un an auparavant.

MONNAIE ET CREDIT

Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)

	2014	2015		Variations mensuelles		Glissements annuels	
	Jun. (1)	Mai (2)	Jun. (3)	absolue (3)/(2)	relative (3)/(2)	absolue (3)/(1)	relative (3)/(1)
AEN	690,6	1064,3	1113,2	48,9	4,6%	422,6	61,2%
AEN BCEAO	580,6	907,8	943,3	35,5	3,9%	362,7	62,5%
AEN BANQUES	110,0	156,5	169,9	13,4	8,6%	59,9	54,5%
CREDIT INTERIEUR	2728,0	2774,2	2676,3	-97,9	-3,5%	-51,7	-1,9%
PNG	240,3	241,7	156,9	-84,8	-35,1%	-83,4	-34,7%
C. EGO	2487,6	2532,4	2519,4	-13,0	-0,5%	-31,8	-1,3%
* Campagne	15,8	19,7	17,5	-2,2	-11,2%	1,7	10,8%
* Ordinaire	2471,8	2512,8	2502,0	-10,8	-0,4%	-30,2	-1,2%
MASSE MONETAIRE	3144,9	3616,9	3587,8	-29,1	-0,8%	442,9	14,1%
CIRCULATION FIDUCIAIRE	625,9	726,0	732,0	6,0	0,8%	106,1	17,0%
DEPOTS EN C.C.P.	7,9	7,9	7,9	0	0,0%	0,0	0,0%
DEPOTS EN BANQUES	2511,1	2883,0	2847,8	-35,2	-1,2%	336,7	13,4%

Source: BCEAO

ANNEXES

PRIMAIRE	2014		2015		Variations (%)	
	Avril (1)	Juil. (2)	Avril (3)	Mens. (3)(2)	Gliss. (3)(1)	
ABATTAGES CONTROLÉS (tonnes)	1 653	1 868	1 867	-0,1	10,6	
PECHE (en tonnes)	26 311	47 142	39 431	-16,4	49,9	
pêche industrielle	7 406	5 901	6 532	10,7	-11,8	
pêche artisanale*	18 905	41 241	32 899	-20,2	74,7	
SECONDAIRE						
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	56,3	118,5	100,1	-15,5	77,9	
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	3,1	3,2	1,3	-58	-56,8	
huile brute	3	3,2	1,3	-58,1	-55,8	
huile raffinée	0,1	0	0	-	-	
CONS. ELECTRICITE en millions de kWh	238,7	239,5	253,6	5,9	6,3	
basse tension	156,6	148,9	167,8	12,7	7,1	
moyenne tension	67,5	73,9	71,7	-2,9	6,3	
haute tension	14,5	16,5	14,1	-15,9	-3	
CIMENT (1000 tonnes)						
Production	310	439,2	401	-8,7	29,4	
Ventes locales	204,1	255,8	253,5	-0,9	24,2	
PRODUITS chimiques (1000 tonnes)						
Acide phosphorique	7,7	7,5	7,2	-7,8	-5,6	
Engrais solides	7,9	10,2	13,8	35,4	74	
SEL (Production en tonnes)	23 055	24 640	20 107	-18,4	-12,8	
COTON (Production en tonnes)	0	0	0	-	-	

*: données provisoires

TERTIAIRE	2014		2015		Variations (%)	
	avril	juillet	avril	Mens.	Gliss.	
MOUVEMENTS D'AERONEFS*	3 209	2 952	2 698	-8,6	-15,9	
Départs (nombre)	81 457	73 810	94 989	28,7	26,6	
Arrivées (nombre)	68 464	65 500	62 414	-4,7	-8,8	
En transit (nombre)	12 688	16 598	13 311	-19,8	-4,9	
TOTAL PASSAGERS*	162 609	155 908	170 714	9,5	5	
Départs (tonnes)	1 331	1 827	1 513	-17,1	-13,7	
Arrivées (tonnes)	1 195	1 165	1 163	-0,1	-2,7	
TOTAL FRET*	2 526	2 992	2 677	-10,5	-6	
TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)						
Total embarquements	218,6	337,4	437,2	29,6	100	
Total débarquements	1 180,90	1 222,70	1 113,90	-8,9	-5,7	
TRAFIC FERROVIAIRE						
Trafic voyageurs du PTB (nbre)**	221 096	234 101	229 804	-1,8	3,9	
Trafic interne de marchandises (en tonnes)	14 738	19 040	14 696	-22,8	-0,3	
FINANCES PUBLIQUES						
RÉCETTES BUDGETAIRES	107,7	135,4	113,7	-9,3	-5,5	
Recettes fiscales	107	124,3	112,8	-9,3	5,4	
Recettes non fiscales	0,7	1,1	0,9	-18,2	-28,6	
FONCTION PUBLIQUE						
Salaires (en milliards de FCFA)	40,8	43,8	44,1	0,8	8,1	
Effectifs	99 547	107 263	107 291	0	7,8	

*: données provisoires en juillet et août 2015

**: données provisoires depuis janvier 2015

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T ₁₄ ¹	T ₁₅ ¹	T ₁₆ ¹	TRIM. (3)(2)	GLISS. (3)(1)
principal	39,2	31,4	49,9	39,0	27,4
Intérêts et commissions	31,7	20,3	71,7	253,0	126,0

T: trimestre

*: données provisoires